



# La lettre électronique de RESO - 10 mars 2004

Chers amis,

Vous trouverez ci-joint le journal de Résistance sociale de février (format word et PDF) . Ci-dessous comme promis lors du dernier courriel la vie de notre association, une pétition à signer et un rendez-vous à ne manquer sous aucun prétexte ainsi que l'actualité du front social.

En vous souhaitant bonne lecture,  
Salut et Fraternité !

Marinette BACHE,  
Présidente de Résistance sociale

NB : Pour ceux d'entre vous qui ne disposent pas du logiciel Adobe Acrobat Reader. Celui-ci est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.adobe.fr/products/acrobat/readstep2.html>

De plus, suite à certaines demandes, un journal en format word (donc un peu décalé) est joint. Vous pouvez ainsi facilement utiliser les articles

***Pour toute correspondance : [resistance.sociale@laposte.net](mailto:resistance.sociale@laposte.net)***

***Notre site : <http://membres.lycos>.***

***Téléphone : 06 74 79 05 10***

***Adhésion 2004 : 15€***

***Abonnement journal 12 numéros : 5 €***

***Adresse postale : RESO - 5 place Georges Brassens – 78260 ACHERES***

## I - La vie de l'association

- une antenne locale est en cours de création à Saint Dizier par Sébastien Bancelin. Si vous souhaitez être associée à sa création ou simplement être tenue informé de ces activités merci de contacter Sébastien au 03 25 05 42 25 ;
- la première assemblée de RESO se tiendra à Paris fin avril début mai. La date sera fixée au prochain CA ;
- ***le prochain CA aura lieu lundi 15 mars à 18H30***. Les CA sont ouverts aux adhérents qui le souhaitent. Si c' est votre cas merci de nous en avertir par courrier électronique ;
- une plaquette de présentation de RESO et des modalités et objectifs de création d' antennes locales sera avatla fin du mois envoyé à tous les adhérents ;
- vous êtes adhérents, sympathisants ou ennemis jurés de RESO ? Tous vos articles et réactions sur l' actualité sociale nationale ou de votre bassin d' emploi sont les bienvenus ! Merci de préciser si vous souhaitez ou non voir cette réaction ou cet article publié ou non, sous votre nom ou un pseudo.

## II - Solidarité internationale

### **Contre l'interventionnisme des Etats-Unis, défendons la Révolution Bolivarienne!**

Mobilisation des progressistes français pour le Venezuela!

## **RASSEMBLEMENT**

Le Vendredi 12 mars  
à 19h30

à la Salle Olympe de Gouges  
15, rue Merlin  
75011 PARIS

M° Père Lachaise ou M° Voltaire  
à l' invitation du Cercle Bolivarien de Paris  
<http://perso.wanadoo.fr/cbparis/>

et des premiers signataires de l' Appel **Venezuela : contre l'interventionnisme des  
Etats-Unis, défendons la Révolution Bolivarienne"**



## **VENEZ ASSISTER A CE RASSEMBLEMENT ET SIGNEZ LA PETITION**

Aujourd'hui, les Etats-Unis de George W. Bush mènent une campagne de déstabilisation contre un pays démocratique, le Venezuela, et contre un gouvernement progressiste, le gouvernement bolivarien du Président Hugo Chavez.

Dans ce qui est un retour aux méthodes les plus grossières des périodes Nixon ou Reagan, l'administration Bush s'efforce d'étouffer la seule expérience politique qui, dans la région, cherche un modèle de développement qui tourne le dos à la globalisation néolibérale en faisant le pari de donner du pouvoir à ceux qui en ont été les principales victimes : les pauvres.

Car en Amérique latine, encore plus qu'ailleurs, l'administration Bush ne laisse guère le choix aux gouvernements et aux peuples : ils seront vassaux, ou ils seront ennemis.

Dans ces conditions, la prétention du gouvernement bolivarien de mettre en cause le modèle néolibéral en mettant à bas les mécanismes de ségrégation politique et sociale qui sont ses conditions de réalisation est perçue, depuis la Maison-Blanche, comme un véritable affront.

Le gouvernement vénézuélien a eu l'insolence de s'attaquer frontalement aux conséquences sociales et économiques désastreuses de l'application des programmes d'ajustement structurel au cours des deux dernières décennies. Il a osé arrêter les privatisations, redistribuer des terres aux coopératives paysannes, ouvrir le crédit aux petites entreprises, réhabiliter et construire des écoles publiques, généraliser l'assistance médicale gratuite, alphabétiser les exclus et ouvrir à tous les portes de l'éducation supérieure. Défi ultime et intolérable, il a décidé de mettre la richesse pétrolière

au service du pays en investissant les dividendes sur son territoire, créant des infrastructures et ouvrant de nouveaux programmes sociaux.

Mais ce faisant, le gouvernement vénézuélien a également ouvert les canaux de participation politique, démocratisé les institutions, créé les conditions légales pour l'exercice d'une liberté d'expression et de pensée pleine et entière. Et c'est justement parce que le Venezuela est une démocratie que ses pires ennemis disposent de tous les moyens pour la combattre. Après avoir subi une tentative de coup d'état avortée en avril 2002 et de sabotage de l'industrie pétrolière à l'hiver 2002-2003, toutes encouragées et promues par Washington, le gouvernement du Président Chávez n'a pas fait un seul prisonnier politique, un seul prisonnier de conscience.

Quelle dictature tolérerait que des généraux félons soient libres de manifester en uniforme et d'appeler à l'insurrection au grand jour ? Quel régime tyrannique permettrait que les grands médias appellent, depuis maintenant deux ans, quotidiennement au renversement du gouvernement ? Quel « homme fort » permettrait que les organisations d'opposition reçoivent des financements des Etats-Unis pour promouvoir un référendum révocatoire contre son mandat, référendum qu'il a lui-même permis d'introduire dans la nouvelle Constitution ? A-t-on oublié que, il y a encore dix ans, des pages entières des journaux vénézuéliens pouvaient être censurées par le Ministère de l'Intérieur ? Se souvient-on que les « démocrates » qui combattent Chavez avec l'appui de Washington ont massacré des milliers de civils en réprimant les grandes émeutes de la faim de 1989 ?

Nous en avons assez des affirmations irresponsables et des mensonges caractérisés relayés par tous ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change en Amérique latine. Nous ne nous laisserons pas manipuler par une administration américaine qui a érigé le mensonge d'Etat en mode de gouvernement, la violation du droit international en doctrine diplomatique, et l'ingérence et l'usage de la violence comme arme de domination.

Nous en appelons donc à tous les démocrates, femmes et hommes de progrès, pour exiger que cesse la stratégie de déstabilisation des Etats-Unis au Venezuela. En défendant la Révolution Bolivarienne et le gouvernement du Président Hugo Chavez, nous défendons la démocratie et la justice sociale.

### **III - Les nouvelles du front social**

#### ***Grève à l'imprimerie nationale***

A l'appel des syndicats CGT et CFDT, les salariés des usines de Paris, Douai et Evry de l'imprimerie nationale seront en grèves pour s'opposer à un deuxième plan social suite à la prévision de suppression de 911 postes fin 2004.

#### **Les chercheurs français démissionnent en masse**

Les chercheurs en colère, qui ont lancé il y a deux mois une fronde sans précédent contre le gouvernement, ont mis leur menace à exécution en décidant massivement ( environ 2000 à ce jour) mardi de démissionner de leurs fonctions administratives pour protester contre "l' asphyxie financière" des laboratoires

#### ***Ca chauffe à GIAT Industries***

Le Directeur général de GIAT Industries à Roanne a été expulsé du site par une centaines de salariés. Ceux-ci ont découvert que les deux chars Leclerc qu'ils retenaient pour obtenir de rediscuter les licenciements avaient été transportés ailleurs.

#### ***La justice saisie par les p'tits Lu***

816 personnes attendent que le tribunal d'Evry statue sur la légalité du plan social de Danone. Pour invalider le plan social de la direction, l'intersyndicale pointe ses " failles ". En effet, aucune difficulté financière ne vient le justifier puisque le groupe Danone a enregistré en 2001, 9 milliards d'euro de bénéfice net. La décision du tribunal de grande instance sera connue le 3 mai prochain.

### ***Décision sur la liquidation d'OCT***

Le tribunal de commerce d'Evry a prononcé la liquidation de la société OCT à Dourdan dont les 15 salariés avaient découvert les locaux vidés de leur matériel, le 20 février dernier.

### ***Altanis : les emplois partent en fumée, le personnel se bat.***

Le dernier comité d'entreprise sur le projet de restructuration d'Altanis marque une journée de deuil pour les salariés. Le cigarettier a confirmé 701 suppressions d'emplois. Malgré une alternative visant à augmenter la production pour l'export la direction n' a rien voulu entendre.

### ***Suppression d'emploi chez Volkswagen***

Le premier constructeur automobile européen Volkswagen va supprimer 5.000 emplois dans le cadre d' un vaste plan d' économies qui sonne comme celui de la dernière chance pour son patron, de plus en plus contesté en raison des mauvaises performances du groupe. Le constructeur automobile a décidé pour le moment de geler les embauches et diminuer la rémunération des heures supplémentaires.

### ***Suppression d' emploi à La Poste***

La Poste française a l' intention de supprimer 2.800 emplois sur 17.300 dans ses centres financiers entre 2004 et 2007, soit 16% des effectifs, en vue de doper la rentabilité de la future banque postale, rapporte La Tribune publiée mercredi.

**En avant première un article à paraître dans le prochain numéro de RESO , d' un camarade de Gironde :**

## **Liquidation de la Verrerie de Vianne**

Le Lot-et-Garonne subit une fois de plus de plein fouet les conséquences de la vague de désindustrialisation qui affecte notre pays. Un de ses derniers bastions industriels, la Verrerie de Vianne, vient d'être mis en liquidation judiciaire et va devoir fermer. De la sorte, 196 employés n'ont plus de travail depuis la décision du 18 février 2004 de la cour d'appel d'Agen. C'est une histoire vieille de presque quatre-vingts ans qui s'achève dans l'indifférence quasiment générale. La Verrerie fut créée en 1928 et s'installa en Albret, entre Agen et Nérac, sur les bord de la rivière Baïse, dans une petite bastide millénaire, la commune de Vianne. A son apogée, c'est-à-dire avant la première restructuration de 1977, l'entreprise a compté jusqu'à 900 salariés alors que la population du village ne dépassait pas les 1200 habitants. C'est dire l'importante et le rôle structurant de l'usine de Vianne pour un secteur essentiellement rural.

La présence à proximité du site de potasse et de sable en abondance avait permis le développement du travail de la verrerie. Dès le début, la venue de verriers de Bohême s'était révélée bénéfique au développement de l'activité. Aujourd'hui encore, cinq Tchèques étaient salariés de la Verrerie dont les principales productions étaient les objets de table et le luminaire.

Au-delà du drame social et humain, il s'agit d'un épisode supplémentaire de l'histoire contrariée entre l'industrie et le Lot-et-Garonne. La liquidation de la Verrerie de Vianne s'ajoute aux fermetures d'usines qui ont émaillé à intervalles réguliers la vie économique du département depuis une vingtaine d'années : la chaussure à Miramont, le bouchon à Lavardac, la SEITA devenue Altadis à Tonneins. La fonderie de Pont-à-Mousson à Fumel n'a dû sa survie provisoire qu'à son rachat par les salariés.

Pour les salariés, la Verrerie de Vianne était un savoir-faire mondialement reconnu qui n'a pas été exploité et valoriser à sa juste mesure. C'est aussi un pan de la culture ouvrière et de l'histoire industrielle lot-et-garonnaises qui s'effondre.